

NON À LA DISCRIMINATION, AU HARCÈLEMENT ET À LA VIOLENCE

**DES ÉCOLES
PLUS SÛRES,
UN DROIT
POUR TOUTES
LES FILLES**

Les écoles sont des lieux où les enfants grandissent et acquièrent des connaissances. Mais, dans le monde entier, beaucoup de petites filles vont à l'école dans la peur. Elles craignent pour leur sécurité, elles redoutent les humiliations et les violences, elles espèrent au mieux arriver sans dommage au bout de la journée.

Les écoles reflètent l'état de la société dans son ensemble. Les formes de violence dont les femmes souffrent tout au long de leur vie – violences physiques, sexuelles et psychologiques – sont déjà présentes dans la vie de nombreuses fillettes ou jeunes filles, dans leur école et tout autour. C'est ainsi que d'innombrables fillettes ne bénéficient d'aucune scolarité, quittent l'école ou ne participent pas complètement aux activités scolaires.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



DISCRIMINATION

Si les mauvais traitements infligés aux filles dans les établissements scolaires ne sont pas punis, les élèves en déduisent que la violence envers les filles et les femmes est tolérable et que l'agression masculine est normale. La discrimination contre les femmes et les filles s'en trouve renforcée.

Certaines jeunes filles sont exposées, dans les établissements scolaires, à un risque de violence encore plus grand. De jeunes lesbiennes, par exemple, subissent à la fois le sexisme et l'homophobie. Elles sont en butte aux violences sexuelles et au harcèlement, davantage que les hétérosexuelles. De jeunes handicapées, outre le sexisme, connaissent une discrimination liée à leur handicap. Elles sont la cible de moqueries, de traitements brutaux et de violences sexuelles. Les handicapées subissent davantage de mauvais traitements, et sont exposées à des formes de violence particulièrement graves. D'autres aspects de l'identité des filles, notamment leur condition de migrantes, d'orphelines, de réfugiées, leur séropositivité au VIH, leur appartenance à une caste ou à une ethnie, la couleur de leur peau, augmentent le risque de mauvais traitements et influent sur la forme des violences infligées. Les jeunes filles qui ont subi des violences, surtout à caractère sexuel, font parfois l'objet de réactions de rejet et d'exclusion de la part de leur famille, de leurs amis, de leur entourage. Les jeunes filles qui sont issues de groupes marginalisés ont souvent plus de mal à porter plainte ou à contacter les services qui pourraient les aider.

MOQUERIES, HARCÈLEMENT, BRIMADES

Les moqueries et le harcèlement verbal sont fréquents dans les écoles. Les filles plus grosses que la moyenne, ou plus petites, d'une origine ethnique différente de la majorité, pauvres, handicapées, moins « féminines », toutes celles qui se distinguent de la norme d'une manière ou d'une autre, risquent d'être la cible d'insultes, de coups, de farces, de brimades.

**TOUTES LES FILLES ONT LE
DROIT DE FAIRE DES ÉTUDES
DANS UN ENVIRONNEMENT SÛR**



© AI

De jeunes Roms scolarisées à Braila (Roumanie). De nombreux enfants roms doivent parcourir un long chemin pour se rendre à l'école. Ils font leurs devoirs ou apprennent leurs leçons dans un logement mal chauffé et surpeuplé. Ceux qui fréquentent malgré tout l'école sont repérés comme Roms parce qu'ils sont pauvrement vêtus, et risquent d'être brimés et harcelés.

Les moqueries peuvent constituer une violation de la dignité et de la sécurité des filles. Si rien n'est fait, elles peuvent dégénérer en violences physiques, sexuelles ou psychologiques. De nombreux hommes ou jeunes garçons prennent les moqueries sexuelles pour des jeux inoffensifs, mais les filles ciblées les trouvent humiliantes et dégradantes.

Aux formes de harcèlement déjà existantes, comme les rumeurs diffamatoires et l'ostracisme, s'ajoutent aujourd'hui les cyber-brimades. Des harceleurs équipés d'un téléphone mobile ou d'une connexion Internet peuvent se faire passer pour quelqu'un d'autre, mettre en ligne de fausses informations sur la personne visée, faire circuler des rumeurs sans fondement. Dans le cyberspace, le harceleur est couvert par l'anonymat, il ne craint guère d'être sanctionné pour ses actes et dispose d'un énorme public, sept jours par semaine.

UN COMPORTEMENT DE PLUS EN PLUS GRAVE

Le harcèlement dans les écoles et dans le périmètre scolaire est minimisé par certains membres du personnel enseignant ou administratif, qui le présentent comme une pratique sans gravité. Il arrive pourtant un moment où le jeu devient dangereux. Avant que ces pratiques n'exercent un effet néfaste physique ou moral, il est nécessaire d'agir. La conduite concernée doit prendre fin et d'autres comportements doivent être préconisés.

Lorsque des actes de harcèlement sexuel se produisent à l'école et ne sont pas condamnés, ils finissent par s'intégrer dans la norme sociale. La génération suivante peut croire que la violence contre les femmes est tolérable. Les filles qui ont subi des actes de violence ne signaleront pas volontiers ces faits si elles craignent d'être davantage malmenées et ridiculisées, et de ne pas voir leur plainte suivie d'effet. Tant que les agresseurs penseront que leurs agissements peuvent rester impunis, le climat de violence ne s'apaisera pas.

Des railleries aux coups, des caresses indiscretes à l'agression, toutes les violences infligées aux fillettes et jeunes filles dans les écoles sont condamnables. Elles risquent de contraindre la jeune fille visée à interrompre ses études, de la priver de son droit à l'éducation et de son droit à vivre à l'abri de la violence.

PASSEZ À L'ACTION !

novembre 2007
Index AI : ACT 77/012/2007
Amnesty International

International Secretariat, Peter Benenson House
1 Easton Street, London WC1X0DW, United Kingdom
www.amnesty.org

Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
pour la version en langue française

Amnesty International constate que, dans le monde entier, fillettes et jeunes filles veulent recevoir une éducation. Nous exigeons que les États agissent dans les plus brefs délais pour mettre en œuvre leurs engagements internationaux et rendre les écoles accessibles et sûres pour les fillettes et jeunes filles. Amnesty International demande aux gouvernements de :

- **Dispenser au personnel scolaire une formation relative aux stratégies d'intervention rapide permettant de réagir aux actes de harcèlement et aux violences envers toutes les fillettes et jeunes filles dans les écoles.**
- **Élaborer et mettre en place concrètement un code de conduite destiné à l'ensemble des élèves, proscrivant explicitement la violence et le harcèlement sexuels dans le contexte d'un établissement scolaire.**

**HALTE À LA VIOLENCE
CONTRE LES FEMMES**

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Amnesty International est un mouvement mondial regroupant 2,2 millions de personnes qui défendent les droits humains dans plus de 150 pays et territoires.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux.

Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute religion. Notre action est en grande partie financée par les contributions de nos membres et par des dons.